

REÇU EN PREFECTURE

le 19/04/2024

Application agréée E-legalite.com

73_C0-014-2114 04884-2024 0415-DL2024 0415_

MARCHE PUBLIC POUR LA REALISATION DE L'ACCUEIL DU CANO

MARCHE PUBLIC

18/03/2024

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 -	DUREE DE LA CONVENTION.....	5
ARTICLE 3 -	RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE	5
ARTICLE 4 -	LOCAUX ET INSTALLATIONS MIS A DISPOSITION	6
ARTICLE 5 -	BIENS NECESSAIRES A L'EXPLOITATION	6
ARTICLE 6 -	NETTOYAGE, ENTRETIEN, REPARATION, MISE AUX NORMES ET RENOUVELLEMENT	6
ARTICLE 7 -	FLUIDES.....	6
ARTICLE 8 -	ASSURANCES	6
ARTICLE 9 -	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
ARTICLE 10 -	PRIX DE LA PRESTATION.....	7
ARTICLE 11 -	IMPOTS ET TAXES	7
ARTICLE 12 -	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	8

MARCHE PUBLIC

ENTRE : La Commune de Ouistreham,
Représentée par son Maire, M. Romain BAIL, dûment habilité par
délibération du Conseil municipal du xxxx,

Ci-après dénommée « La Commune »

D'une part,

La Société Publique Locale « Naustisme Caen-Ouistreham »
Représentée par son Directeur Général, David GANDON, dûment
habilité(e) aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « NCO »

D'autre part.

Exposé préalable :

NCO a été chargée par Ports de Normandie de l'exploitation du port de plaisance de Caen-Ouistreham à compter du 1^{er} janvier 2024 pour une durée de dix ans avec l'appui de la CCI Caen Normandie. L'accueil des clients du port de plaisance sera réalisé au bureau du port de Ouistreham par les agents de la CCI Caen Normandie, mais également au CANO où sont basées les équipes de NCO. NCO envisageant le recrutement d'un personnel administratif à mi-temps pour sa gestion administrative et la gestion de sa clientèle, il a été proposé que ce personnel assure également l'accueil du CANO.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

La Commune confie à NCO la réalisation de l'accueil du public au CANO en présentiel et téléphonique, pour le compte des associations utilisatrices et les agents et élus de la Commune travaillant au CANO.

Cet accueil sera réalisé par un agent à temps plein (base 35h) recruté par NCO.

Les horaires de l'accueil seront définis conjointement par NCO et la commune dans la limite du temps de travail et de la présence de l'agent recruté.

En cas d'arrêt maladie non remplacé, les horaires de l'accueil du CANO seront adaptés en conséquence.

L'agent recruté par NCO réalisera en même temps que l'accueil du public du CANO, l'accueil des clients du port de plaisance de Caen-Ouistreham et l'accueil des clients des opérateurs privés ou associatifs intervenant sur le port (location bateaux ou jets, promenades en mer, etc) et acceptant de confier à NCO leur commercialisation partielle. NCO comptabilise le nombre de personnes accueillies chaque jour pour chaque clientèle.

L'agent recruté par NCO réalisera également les tâches suivantes pour la Ville de Ouistreham :

- Secrétariat administratif du CANO (gestion des mises à disposition de locaux : échanges mails, volet contractuel, gestion du planning de mise à disposition, suivi des utilisations, états des lieux) pour développement du centre en tant que site fédérateur et emblématique du nautisme
- Secrétariat général pour un développement du nautisme au niveau local (réponses aux demandes des usagers et du public liées aux locaux et activités nautiques proposées, mise en place et suivi des affichages sur site, actualisations du SVI, de l'écran d'accueil, de l'affichage en vitrines...)
- Participation aux réunions de réflexion et de montage de projets nautiques avec le chargé de la promotion du nautisme à Ouistreham
- Accueil du public lors des événements culturels nautiques au CANO (expositions, conférences, etc)
- Accueil des partenaires et structures lors de la mise à disposition de locaux (visite préalables, remises de clefs / accueil sur site le jour J, restitution des clefs...)
- Présence aux événements nautiques ville pour accueil et information du public
- Dans le cadre des mises à dispositions de locaux à des tiers : manutention mobilier, matériel et éléments décoratifs pour mise en place de salles et locaux mis à disposition
- Participation à la mise en place des expositions, sous l'autorité et en présence du chargé de la promotion du nautisme à Ouistreham
- Rôle opérationnel et logistique lors des événements nautiques (compris préparation et repli), en soutien du chargé de la promotion du nautisme à Ouistreham
- Accueil de prestataires externes ou internes (ST) pour travaux ou maintenance (le suivi technique et la coordination sont assurés par le chargé de la promotion du nautisme à Ouistreham)

- Surveillance du site dans le cadre de sa maintenance corrective ou préventive (reporting au responsable communal qui organisera les interventions nécessaires)
- Travail conjoint avec les services de la ville pour promotion des événements nautiques (proposition de contenus, remontées d'informations et relai des publications ville).

NCO comptabilise approximativement le temps passé par son agent pour ses différentes missions.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} mai 2024 pour une durée de deux ans.

La présente convention ne pourra être prolongée que dans le respect des prescriptions légales et réglementaires qui lui sont ou seront applicables.

En cas de non renouvellement, la Commune informe six mois à l'avance NCO afin qu'elle puisse réorganiser ses équipes.

ARTICLE 3 - RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Dans le cadre du présent contrat, NCO s'engage à assurer l'égalité des usagers devant le service public et à veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, NCO s'engage à veiller ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction et qui participent à l'exécution du service public, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

NCO s'engage également à veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, s'assure du respect de ces obligations. NCO communique à la Commune chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

NCO produit chaque année un rapport des mesures mises en œuvre afin d'assurer le respect des principes de la République par son personnel et ses sous-traitants.

Dans le cas où la Commune constate, lors de contrôle, ou est informé par écrit par un usager du service public délégué, de comportements non-conformes aux principes de la république de la part de salariés de NCO, ou de ses sous-traitants, ou de toute personne sur laquelle ils exercent une autorité hiérarchique ou un pouvoir de Direction et qui sont en contact avec les usagers du service public dans l'exercice de leur activité, la Commune en informe aussitôt, par tous moyens, NCO qui devra faire cesser cette situation.

Dans le cas où cette mise en demeure reste sans effet dans un délai d'un (1) mois, des pénalités peuvent être infligées à NCO.

En cas de manquements répétés de NCO à ses obligations, la Commune peut, par ailleurs, décider de prononcer sa déchéance.

ARTICLE 4 - LOCAUX ET INSTALLATIONS MIS A DISPOSITION

La Commune met à disposition gratuitement de NCO l'accueil du CANO. Cet accueil peut être utilisé par OCEAN en même temps que NCO.

ARTICLE 5 - BIENS NECESSAIRES A L'EXPLOITATION

La Commune fournit à NCO les biens lui appartenant nécessaires à la mission assurée pour le compte de la Commune.

NCO fournit tout le reste du matériel d'exploitation nécessaire ou qui deviendrait nécessaire à la réalisation de la mission confiée. La Commune rembourse à NCO 50% du coût de ces acquisitions, sous réserve de l'accord préalable de la Commune sur chaque acquisition.

Les biens fournis par NCO doivent être récents, de bonne qualité, en parfait état et conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 - NETTOYAGE, ENTRETIEN, REPARATION, MISE AUX NORMES ET RENOUVELLEMENT

La Commune prend en charge au titre des locaux et équipements mis à disposition toutes les charges de nettoyage, de contrôle, d'entretien, de réparation, de mise aux normes et de renouvellement.

NCO est tenu d'informer la Commune, sans délai, de toutes les anomalies et dysfonctionnements identifiés dont la correction est à la charge de cette dernière.

ARTICLE 7 - FLUIDES

Les fluides sont pris en charge par la Commune y compris les télécommunications ou accès à internet.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

1 - NCO est tenu de faire assurer les locaux et les biens dont il est propriétaire ou dépositaire, et les tenir constamment assurés, par une compagnie d'assurances notoirement solvable, contre les risques locatifs dont il doit répondre en sa qualité de locataire (risques incendie, d'explosions, dégât des eaux, risques locatifs, recours des voisins, bris de glaces, vols, dégradations... sans franchise et avec abandon de recours à l'encontre du bailleur), ce pendant toute la durée de sa jouissance.

2 - De la même façon, NCO est tenu de souscrire une police d'assurance en responsabilité civile pour se garantir contre les risques de toute nature pouvant résulter de son activité et de l'installation de ses équipements. Et couvrir les sinistres vis-à-vis des tiers dont il pourrait être tenu responsable, personnellement ou du fait de ses employés, intermédiaires ou clients/usagers.

3 - NCO justifiera de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition de la commune, ce dès la remise des clefs.

ARTICLE 9 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, la Commune et NCO s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le DPO référent de la commune sera chargé du bon respect de ces obligations.

ARTICLE 10 - PRIX DE LA PRESTATION

Le tarif mensuel pour la réalisation par NCO, pour le compte de la Commune, de l'accueil du CANO tel que décrit dans la présente convention est fixé à 1 250 € HT.

La Commune participe à hauteur de 50% du coût des éventuels renforts nécessaires à la réalisation de la mission décrite à l'article 1, après acceptation formelle par la Commune du devis présenté par NCO.

La participation mensuelle de la Commune est réduite de 50% du montant facturé aux opérateurs privés au titre de la réalisation de leur accueil commercial, déduction faite du coût des éventuels renforts de personnels nécessaires.

La réalisation de l'accueil commercial pour le compte d'opérateurs privés ne doit pas avoir pour objet la non réalisation des missions confiées par la Commune. La réduction du montant facturé à la Commune est donc limitée au temps de travail minimal nécessaire aux missions confiées par la Commune.

Les factures sont réglées mensuellement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le tarif est indexé annuellement à compter du 1^{er} janvier 2025 selon l'évolution de la valeur du point d'indice de la convention collective des ports de plaisance, avec pour valeur de référence 11,47 (point d'indice applicable à compter du 1^{er} juillet 2023).

ARTICLE 11 - IMPOTS ET TAXES

Hormis l'impôt foncier et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui sont pris en charge par la Commune, NCO supportera tous les impôts et taxes établis par l'Etat et les différentes collectivités qui lui incombent ou qui lui incomberaient du fait de la

réalisation de la prestation conctée, de manière à ce que la Commune ne puisse être inquiétée, ni recherchée à ce sujet.

ARTICLE 12 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Si la Commune est informée par écrit par un agent de contrôle dûment habilité de la situation irrégulière de NCO au regard des formalités relatives à la lutte contre le travail dissimulé mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il l'enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation.

Dans le cas où cette mise en demeure reste sans effet dans un délai d'un (1) mois, et après en avoir informé l'agent auteur du signalement, des pénalités pourront être infligées à NCO. Le montant de ces pénalités est fixé par le présent contrat. Dans tous les cas, ce montant ne pourra être supérieur à 10 % du montant du contrat ni excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

La Commune pourra décider, le cas échéant, de prononcer la déchéance de NCO.

Fait à, le

En exemplaires

Pour la Commune

Pour NCO

Le Maire

Le Directeur Général

REÇU EN PREFECTURE

le 19/04/2024

Application agréée E-legalite.com

73_C0-014-2114 04884-2024 0415-DL2024 0415_